

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 605 3 mars 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

**LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS
LIBREMENT ET SANS MODERATION**

**LE 4 MARS EST LE FETE DE SAINT CASIMIR. IL ACCEDA A
23 ANS AU TRONE DE POLOGNE-LITUANIE. APRES UNE VIE
TRES AUSTERE IL FUT FOUDROYE PAR UNE TBERCULOSE
A 26 ANS. IL EST LE PATRON DE LA TRES CATHOLIQUE
LITUANIE.**

EDITO

LE BUTIN DE LA REPUBLIQUE FROMAGERE (R.F.)

Un des scandales de la République Fromagère se situe non seulement dans l'enrichissement de tous les prédateurs publics formel et informel dont nous avons décrit la formidable accumulation. Mais il s'ajoute le droit de ne pas exercer à plein temps les fonctions que l'on cumule d'ailleurs souvent avec d'autres ou encore de bénéficier de fonctions inutiles créées uniquement pour la satisfaction personnelle du titulaire.

Le cas le plus frappant actuellement est celui du Poitou-Charente. La présidente de cette région, Madame Ségolène Royal, s'occupe de tout sauf de sa région et sillonne le monde pour préparer 2 012.

Il se pose une question : si sa fonction est inutile, ce qui est d'ailleurs peut-être vrai, pourquoi lui donner la richesse incommensurable qui y est attachée ?

Cela ressemble à PDG avec de larges bonus qui n'exercerait pas sa pédégerie mais galoperait dans le monde entier pour essayer d'en trouver une plus avantageuse.

Yazid Sabeg, un ami du président, vient d'être nommé « commissaire à la diversité et à l'égalité des chances ». En voilà au moins un qui devient plus inégal que d'autres ; il est vrai qu'il n'est pas Haut Commissaire comme tant d'autre ; peu importe petit fromage peut devenir grand.

Au même moment, l'Elysée annonce la nomination de Jack Lang au poste d'émissaire spécial de Nicolas Sarkozy à Cuba pour le dialogue franco-cubain.

Nous avons des Ambassadeurs qui nous coûtent très cher ; nous avons même un ministre des affaires étrangères qui, il est vrai, n'exerce qu'une partie du métier, puisque c'est un certain Lewitte qui de l'Elysée dirige tout. Il faut en plus que nous payions un « émissaire spécial » lequel a pour principal objectif de remettre une lettre personnelle à l'horrible dictateur de Cuba. Il faut croire que l'Ambassadeur dans ce pays n'est pas capable de remettre une lettre.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LA FONCTION DITE PUBLIQUE

Une des raisons de la ruine de la France est manifestement le statut de la fonction publique. Il est intéressant de savoir que dans plusieurs pays d'Europe ce statut a été supprimé. Nous citons la Confédération Suisse, la Suède depuis 1990, l'Allemagne depuis 1949 et l'Italie depuis un 1998. Dans ces divers pays il reste des agents bénéficiant d'un statut spécial, mais un grand nombre de travailleurs des fonctions publiques sont régis par des contrats privés.

FRANCE TELEVISIONS

Entre France télévisions et les télévisions privées il y a une grande différence pour ce qui concerne la gestion. Les charges de personnel représentent 30 % du chiffre d'affaires contre 16 % à TF1. France télévision a besoin de deux fois plus d'argent et trois fois plus de salariés que TF1 pour une audience à peine supérieure. France télévision compte 11 000

salariés contre 3800 à des TF1 et, en plus, les salariés sont bien plus augmentés que dans le privé.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimés. A chacun de juger)

UN LECTEUR

AFGHANISTAN

Une "mini-guerre civile" entre Britanniques

"Nous combattons des djihadistes britanniques en Afghanistan", titre le quotidien *The Independent* le 25 février 2009

Les soldats britanniques engagés en Afghanistan sont confrontés à ce que des officiers qualifient de "mini-guerre civile surréaliste" les mettant aux prises à des jeunes venus de Grande-Bretagne soutenir les talibans, rapporte *The Independent* <<http://www.independent.co.uk/news/world/asia/exclusive-army-is-fighting-british-jihadists-in-afghanistan-1631347.html>>. "Les communications entre talibans qui ont pu être interceptées montrent que des djihadistes britanniques, certains parlant avec un accent des West Midlands, sont actifs dans la province d'Helmand et ailleurs dans le sud de l'Afghanistan", explique le quotidien, qui s'appuie sur un document d'une agence de sécurité officielle.

"Le document affirme que le nombre de jeunes musulmans britanniques 'qui semblent être des djihadistes engagés' et voyagent pour commettre des violences extrémistes a augmenté, le Pakistan et la Somalie étant les destinations les plus fréquentes", ajoute le journal. Un Londonien d'origine somalienne a récemment commis un attentat suicide en Somalie. Dans les communications de leurs adversaires qu'interceptent les forces britanniques, les combattants qui soutiennent les talibans parlent pachto, ourdou ou pendjabi mais se mettent souvent à parler anglais. La plupart d'entre eux seraient passés par des camps d'entraînement au Pakistan avant de venir combattre les Britanniques.

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 2 MARS 2009

SOCIALISME-MADOFF

Le dirigisme, l'étatisme, le socialisme et il faut bien dire le sarkozysme, termes finalement équivalents, roulent de calamités en calamités ; lorsque surgit une calamité créée en général par les personnes au pouvoir, les mêmes en créent une autre tout aussitôt pour soi-disant corriger la première.

Ces temps-ci, c'est celle du chômage qui alarme à juste titre tout le monde : plus 90 200 chômeurs en janvier, soit 2 204 000 chômeurs en tout. Les chiffres s'accroissent et Christine Lagarde annonce un emballement encore plus grand. C'est si rapide que les énarques n'ont pas le temps de bricoler les statistiques pour masquer le problème comme cela s'est si souvent fait dans le passé.

Pourtant les économistes, les vrais, connaissent parfaitement la cause de ce chômage et les remèdes à apporter.

Pour résumer, parmi les causes, il y a d'abord le poids absolument insupportable qui, sous forme d'impôts et de charges sociales, est imposé à l'économie et écrase les entrepreneurs et les travailleurs de toutes sortes : tout se passe comme si les hommes de l'Etat se comportaient comme un renard libre dans un poulailler libre chassant ouvertement les entrepreneurs hors de France.

A l'intérieur de ce poids, se situe l'enrichissement personnel des prédateurs étatiques du sommet : ministres, élus de la pyramide insensée qui va jusqu'aux mairies, chefs syndicalistes et bien d'autres. L'argent formel et surtout informel dérivé vers ces prédateurs représente comme je l'ai démontré de 5 à 10% du PIB.

Aux charges s'ajoutent les réglementations qui parachèvent le désastre. Parmi les réglementations, se trouvent au premier chef celles qui résultent du code du travail qui peut s'analyser comme une machine gigantesque à fabriquer du chômage.

Au niveau des salaires, se situe la différence abyssale entre le net de la feuille de paie et le salaire réel qui est égal au coût du travailleur pour l'entreprise. Quand la presse évoque les salaires elle se réfère au net de la feuille de paie. Mais le salaire réel est ce que l'employé coûte à l'employeur compte tenu en particulier des charges patronales.

La différence est telle que, si l'on considère le salaire réel, la main d'œuvre française n'est pas compétitive vis-à-vis de l'étranger ni acceptable sur le marché intérieur, ce qui est gravissime. Et, malheureusement, de leur côté travailleurs connaissent une véritable paupérisation, aggravée par le fait qu'un deuxième racket s'exerce sous forme d'autres impôts : l'IRPP, TVA etc. Où passe l'immense différence ? Précisément dans la poche des prédateurs étatiques ou dans les sables mouvants des gaspillages publics.

J'ai traité de tout ces problèmes du chômage dans un livre intitulé : « Chômage, fils du socialisme (La vérité, les remèdes) » paru chez François-Xavier de Guibert et qui n'a pas pris une ride.

Dans tout ce chaos, pourquoi évoquer le sinistre Madoff ? Tout simplement parce qu'il existe des ressemblances étranges entre le socialisme et ce que l'on pourrait appeler le Madoffisme.

Ce dernier peut se définir comme suit : « Un prédateur amasse d'une façon continue d'immenses quantités d'argent pour son usage personnel, ceci avec une apparence de légitimité ; cet argent lui est apporté par un grand nombre de personnes qui au départ espèrent en profiter et y arrivent si elles se retirent à temps ; les dernières deviennent des victimes et perdent tout, le château de carte s'écroulant d'un seul coup.»

Dans le socialisme, il y a un groupe important de prédateurs du plus haut niveau : si, dans la rédaction de la définition, on remplace le terme « un prédateur » par un autre terme « les prédateurs », la définition s'applique parfaitement au socialisme. Comme Madoff, ces prédateurs espèrent, compte tenu de la solidité apparente du système et de l'espérance de vie courante, qu'il durera assez pour qu'ils atteignent paisiblement les retraites cumulées et scandaleuses qu'ils se sont ménagées.

Il faut, néanmoins, signaler des différences.

Le Madoffisme peut être illégal ; il faut dire « peut être » car il est notable qu'aujourd'hui Monsieur Madoff n'est pas apparemment en prison. Le socialisme n'est jamais illégal : comme je l'ai indiqué dans un grand nombre de livres et d'articles, la véritable merveille du système est que les prédateurs fabriquent les lois et que justement ils fabriquent des lois pour que leurs rapines échappent à jamais aux tribunaux. Dans la République Fromagère (R.F.) l'enrichissement personnel des hommes de l'État est un enrichissement parfaitement légal : dont acte.

Une autre différence tient à la recherche des apporteurs d'argent. Madoff s'est appuyé sur sa propre notoriété et le bouche-à-oreille savamment entretenu. Dans le Sarkozysme et le socialisme, la notoriété des prédateurs est sans cesse vantée en boucle par les médias et la presse qui se nourrissent du système à la fois au propre et au figuré : c'est si bien organisé que fort peu de personnes, futures victimes, aperçoivent que l'on a affaire à un simple château de cartes.

Dans le système Madoff, les apporteurs de capitaux espéraient de gros intérêts et ceux qui sont sortis à temps les ont obtenus. Dans le système socialiste, les prédateurs les plus habiles se préparent des parachutes dorés sous forme de fonctions prestigieuses parfois créées à usage personnel et renforçant la ruine générale. Quant aux apporteurs de la base, ils se réjouissent : « heureusement que nous avons la sécu » peut-on entendre de certaines personnes que l'on pourrait croire mieux informées. Dans le domaine de l'emploi, chacun se réjouira d'une nouvelle extension de l'usine à gaz universelle sous forme d'un contrat aidé ou d'un emploi public créé par une mairie et gèrera sans broncher l'affirmation courante du pouvoir déclarant que l'emploi est « la priorité des priorités ».

Dans le système Madoff, le risque est qu'à la moindre secousse tout s'écroule d'un seul coup. Dans le système socialiste nous assistons et depuis longtemps à une sorte de phénomène que j'ai dénommé : le château de cartes à écroulement lent.

Il est certain qu'aujourd'hui des craquements parfaitement inquiétants se font entendre. Citons justement en premier cette statistique affolante au sujet de l'emploi. Citons également l'endettement complètement déraisonnable avec la baisse de la note chez les agences de notation, les grèves de tous les cotés au nom du pouvoir d'achat, les émeutes en tous genres et bien d'autres phénomènes.

Quand le château de cartes s'écroulera-t-il et dans quel fracas ? Dieu seul le sait.

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

—

—

REMARQUE IMPORTANTE

Il est indiqué aux personnes qui ne reçoivent pas les flashes qu'ils peuvent aussi les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

INVITATION

**NOUS AVONS L'HONNEUR DE VOUS INVITER
À LA CONFÉRENCE-DÉBAT QUI AURA LIEU**

LUNDI 30 MARS 2009 À 18H30

SALLE DE L'ASIEM 6 RUE ALBERT DE LAPPARENT 75007 PARIS

**MONSIEUR FRANCOIS GARÇON, HISTORIEN
ENSEIGNANT À LA SORBONNE
(UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON)**

Traitera le sujet suivant

LE MODÈLE SUISSE

(Pourquoi ils s'en sortent beaucoup mieux que les autres)

**Le Président,
Michel de PONCINS**

Notre éminent invité connaît parfaitement le modèle suisse et nous fournira des informations étonnantes que les médias officiels cachent soigneusement.

COUPON-RÉPONSE

M. ou Mme

adresse

- viendra à la conférence du lundi 30 mars 2009

- ne viendra pas à la conférence du lundi 30 mars 2009

(rayer la mention inutile)

envoyer le coupon-réponse à

CATHOLIQUES POUR LES LIBERTÉS ÉCONOMIQUES (CLE)

5, rue Dufrenoy 75116 PARIS

Participation aux frais : 10 €; adhérents de CLE : entrée gratuite

CITATIONS

Il y eu récemment un déjeuner au célèbre restaurant Fouquets Barrière sur l'intégration des musulmans.

Monsieur Albin Chalandon a déclaré :

« L'islamisme est un pavé dans la mare. Les choses se passaient très bien et voila tout à coup que les musulmans aujourd'hui sont happés par l'influence de l'islamisme. Or l'islamisme est la négation de la civilisation à laquelle nous prétendons mais dont nous ne pensons pas être les promoteurs. C'est un nouveau défi qu'il faut franchir. À cela s'ajoute une espèce de détestation. J'ai été frappé de le voir chez les noirs africains... Vous n' imaginez pas le nombre d' attentats qui ont été préparés dans ce pays au cours des dernières années et qui ont pu être déjoués au dernier moment »

NDLR : L'heure du réveil va-t-elle sonner ?

REVUE DE PRESSE

NANCY PELOSI

Cette dame est une gauchiste très dangereuse qui préside la chambre des représentants aux USA. Elle est catholique et néanmoins pro avortement ; elle a voulu rendre visite au pape pour avoir une belle photo montrant l'accord du pape avec ses positions.

Hélas, hélas.

Elle fut très déçue car l'audience n'a duré que 15 minutes sans aucune photo et voici ce qu'a dit le communiqué de la salle de presse du Saint-Siège pour la rabrouer publiquement : « Benoît XVI a profité de cette occasion pour indiquer à son hôtesse que la loi morale naturelle et l'enseignement constant de l'église relatif à la dignité de la personne humaine de sa conception à sa fin naturelle impose à tous les catholiques et responsables politiques de s'associer aux personnes de bonne volonté pour développer un cadre juridique qui protège la vie à chacun de ces stades ».

Il paraît qu'il y eut de grands éclats de rire à Washington.

LES DIFFICULTES DE TEMOIGNAGE CHRETIEN

Il y a de fortes probabilités que cet hebdomadaire soit proche du dépôt de bilan. Il n'aurait que quelques mois d'espérance de vie. Cet hebdomadaire a toujours été un hebdomadaire de gauche et surtout il a contesté l'enseignement de l'Eglise sur un grand nombre de points et n'était pas loin de la théologie de la libération.

CITATION DU JOURNAL LA CROIX DU 15 05 1994

« La vie vient du bouillon tiède des mers primitives »

et aussi

« les lois physiques les plus fondamentales de notre univers sont à la source de tous les processus vitaux et le créateur, s'il existe les tient tous en sa main »

NDLR : Espérons que les lecteurs de cette époque avaient d'autres moyens que ce journal pour s'informer sur la création.

BREVES ET LONGUES

MARTINIQUE ET SERVICES SECRETS

Il est clair que tout l'argent déversé dans la Guadeloupe sera aussi déversé dans les îles semblables dont la Martinique. Cela n'empêche pas les Martiniquais de se lancer sur le sentier de la guerre avec des casseurs nettoyant tout sur leur passage.

Ces casseurs sont supérieurement organisés comme une armée en bataille avec des stratégies tout à fait appropriées.

Personne ne parle à cette occasion des services secrets qui sont nécessairement à l'œuvre, comme nécessairement ils l'ont été en Guadeloupe. Il y a 192 pays répertoriés et nombre d'entre eux peuvent avoir avantage à mettre le désordre dans un territoire dépendant de la France. Comme ils sont par définition secrets nous ne saurons jamais peut-être qui a soufflé sur le feu.

HOLYWOOD OSCARS :

La cérémonie des Oscars vient de se dérouler dans la grande tradition américaine. L'hommage à l'homosexualité fut extrêmement voyant. Plusieurs films couronnés célébrèrent ces pratiques et la communauté homosexuelle les a salué comme un signe de victoire.

ANGKOR VAT AU CAMBODGE

Les fameux temples remontent au XIIe et XIIIe siècle. Les journaux célèbrent ces jours-ci la contribution marquante de l'école française d'Extrême-Orient pour la restauration de ces temples. L'on ne peut pas s'empêcher de ressentir un certain malaise à cette nouvelle. Le travail pour les sortir de la jungle est tout à fait gigantesque et immensément coûteux ; il pouvait très éventuellement se justifier quand le Cambodge se rattachait à la France sous la forme d'un protectorat. Maintenant il est indépendant et personne ne voit pourquoi les Français seraient ruinés pour sortir de la jungle des temples qui d'ailleurs honorent des divinités imaginaires ! Nul ne nous dira jamais combien de chômeurs le sont à cause de ces folies.

THEODULE AVEC NOUS

Un nouvel organisme vient d'être créé selon un caprice présidentiel. Il s'agit du conseil de la création artistique qui est placé au côté du président de la république. Il y a déjà un grand nombre de « machins » comme : la commission nationale de la commande publique, le conseil artistique des musées nationaux, le conseil des collectivités territoriales pour le développement culturel, le conseil ministériel de la recherche culturelle et nous en oublions certains.

On ne nous dit pas l'heureux président du nouveau comité Théodule, ni la richesse qu'il va en tirer.

AGRICULTURE ET COMPTEURS

La politique agricole commune est une véritable usine à gaz. Voici que l'on s'attelle de tous les côtés à modifier les tuyauteries, les compteurs et les robinets. Le ministre de l'agriculture va redistribuer un milliard d'aides aux éleveurs aux dépens des grands céréaliers. En même temps il poursuit le projet de favoriser l'agriculture dite bio.

Personne ne parle de réduire la chape de plomb des impôts, charges et réglementations qui transforme les agriculteurs en chasseurs de primes.

L'agriculture est le plus vieux métier du monde qui s'est développé sans aucune réglementation pendant des siècles et personne ne parle aujourd'hui de lui rendre sa liberté. La raison est évidemment que cela supprimerait une immense partie des fonctionnaires agricoles et des fonctionnaires des organisations agricoles qui tous ensemble vivent sur la bête.

Nous avons dit et nous répétons que chacun des paysans qui restent encore doit entretenir un fonctionnaire ou quasi fonctionnaire qui bien au chaud fait bravement ses 32 heures en attendant une riche retraite.

OBAMA ET CORRUPTION

Obama avait juré qu'il nettoierait les écuries d'Augias à Washington.

Voici qu'en quelques semaines il traîne derrière lui un grand nombre de casseroles. Rappelons le scandale du gouverneur démocrate de l'Illinois qui a mis aux enchères un poste de sénateur. Le candidat au ministère de la santé est accusé d'avoir oublié de payer 128 000 \$ d'impôts sur ses revenus de consultants. En plus, il n'avait pas signalé depuis 2004 cette activité de consultants pour les laboratoires pharmaceutiques ce qui est fâcheux pour un candidat au ministère de la santé. Finalement d'ailleurs il s'est retiré sous la crainte du scandale.

Une candidate pour devenir la coordinatrice de l'équipe dirigeante a abandonné ce projet ayant conservé de grosses liasses de billets de banque qu'elle devait au fisc. Un candidat a renoncé à devenir ministre du Commerce car son élection comme gouverneur du Nouveau-Mexique avait été en partie financée par une entreprise sous contrat avec l'État.

Il existe 14 000 lobbyistes dans la capitale où beaucoup de battus du suffrage universel trouvent de gratifiantes fonctions.

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

Les statistiques fausses de la République Française

Il est de notoriété publique que les statistiques publiques françaises sont fausses. Encore faudrait-il pouvoir le démontrer.

Un simple particulier ne peut à lui seul s'y risquer tant les indices pullulent.

A) L'erreur inévitable

1°) Lors de l'élaboration de l'indice

Les indices concernent souvent des domaines techniques peu accessibles aux profanes.

Voyez par exemple l'indice du coût de la construction avec la multitude de matériaux susceptibles d'être utilisés.

La fausseté peut donc résulter de la diversité de la technicité et du nombre de situations à observer.

Comment connaître toutes les constructions de France, les matériaux utilisées, le coût de la main-d'œuvre ? C'est bien évidemment impossible.

Chaque élément concourant à l'élaboration de l'indice présente donc une marge d'erreur relative.

Le premier point à relever est que vu la multitude de situation il est difficile de connaître même a posteriori la marge d'erreur.

La marge d'erreur est donc elle-même erronée, ce qui est un comble !

Je tiens à rappeler ici le théorème sur les incertitudes relatives (% d'erreur).

En cas d'opérations multiples erronées la marge relative d'incertitude finale est égale à la somme de toutes les incertitudes relatives de chacune des opérations multiples.

En clair, supposons une centaine d'éléments à additionner pour calculer un indice final.

Chaque élément souffrant d'une marge relative d'erreur de 1% la marge relative d'erreur finale serait donc de $100 \times 1\% = 100\%$

Compte tenu en pratique du fait que les marges relatives d'erreur de chacun des multiples éléments servant à élaborer l'indice final sont inconnues, aucun indice de la république n'est théoriquement fiable !

2°) Lors de la comparaison d'indices

Au-delà de l'élaboration de l'indice qui comporte inévitablement une erreur inconnue, la comparaison entre mêmes indices mais relatifs à des périodes différentes est également erronée.

Reprenons l'indice du coût de la construction qui sert à l'augmentation des loyers.

La variation annuelle utilisée en pratique, résulte d'une soustraction de deux indices. Donc d'après le théorème sur les incertitudes relatives, sa marge relative d'erreur est égale à la somme des erreurs relatives de chaque indice annuel.

Ce qui signifie que théoriquement parlant que chaque comparaison d'indice souffre d'une double marge d'erreur relative inconnue somme de celle de chaque indice comparé.

Quand on connaît la prédilection de nos chers politiciens actuels ou passés pour la comparaison d'indice afin de se glorifier d'une prétendue action efficace !

Mais entre chaque période de comparaison des sous éléments de l'indice peuvent disparaître.

Le cas est patent en ce qui concerne l'indice des prix. Des articles entrant dans la réalisation de l'indice peuvent disparaître des rayonnages de grandes surfaces. Alors l'INSEE calcule un prix théorique de remplacement pour l'article disparu pour assurer la cohérence de sa comparaison.

Exemple le stylo X n'est plus distribué. Il coûtait 30% moins cher que les autres stylos.

Alors la comparaison s'effectuera sur la base d'un stylo inexistant dont la valeur sera de 70% des autres stylos. Mais les consommateurs auront acheté un stylo 30% plus cher que le prix théorique. Ce qui frise la manipulation de l'indice que nous allons étudier.

B) L'erreur volontaire ou la manipulation

Il existe plusieurs façon de truquer un indice la comparaison par rapport à une masse différente, l'exclusion de certains éléments sont les plus fréquemment utilisées.

1°) La comparaison par rapport à une masse différente

Reprenons nos bases de mathématiques que nos chers politiciens républicains de tous bords tentent de nous faire perdre par leurs actions dolosives.

Pour améliorer la perception d'un indice calamiteux par cet ingénu d'électeur, il suffit souvent d'une manipulation élémentaire.

Si un euro représente 10% de 10 euros, il ne représentera plus que 5% de 20 euros.

Moralité augmenter la base de comparaison par deux diminue la valeur de l'indice par deux.

Mais si vous augmentez la base de comparaison par dix que se passe-t-il ?

Un euro qui représentait 10% de 10 euros ne représente plus que 1% de 100 euros (10 fois 10 euros)

Plus vous augmentez la base de comparaison, plus l'indice diminue

Voyons le cas concret de l'indice du chômage

Le journal gratuit 20 Minutes (n° 1246 du 10/9/2007) publie les statistiques du chômage relatives au mois de mars.

La France compterait 17,8 millions de salariés dont 90% sont en contrat à durée indéterminée.

Donc par conséquent 10% de salariés précaires en contrat à durée déterminée.

Les 1.958.800 chômeurs représenteraient en juillet 8% de la population active.

Mais sur 17 800 000 salariés, les chômeurs salariés de 1 958 800 représentent 11% en réalité.

En augmentant sa base de comparaison, l'INSEE a donc bien diminué d'autant le % apparent du chômage.

La base de comparaison (population active) utilisée par l'INSEE est donc de $1958800/8 \times 100 = 24.485.000$ soit un gonflement de la base de comparaison de 6.685.000 donc de 37,56% par rapport à 17,8 millions de salariés.

Il n'y a certainement pas 6.685.000 patrons ou professions libérales en France. Qui par ailleurs sont légalement exclus du régime d'indemnisation des ASSEDIC (et des statistiques) et sont loin de tous gagner confortablement leur vie. La moitié environ des créateurs d'entreprises redeviennent salariés en moins de 5 ans.

De même pour le déficit du budget de l'Etat.

3% du Produit Intérieur Brut passe mieux que 13% du budget.

Car le Produit Intérieur Brut représente environ 4 fois le budget de l'Etat.

Ce qui fait que le déficit du budget est donc de 12% environ en réalité !

2°) L'exclusion de certains éléments

Reprenons notre indice du chômage

Il faut savoir que la moitié des chômeurs sont exclus de la base. Ne sont comptabilisés que les chômeurs au sens du BIT soit la catégorie 1 (sur les 8 de l'ANPE). Rappelons également que les patrons ou professions libérales en France sont légalement exclus du régime d'indemnisation des ASSEDIC (et des statistiques) et sont loin de tous gagner confortablement leur vie. A Paris nombre d'avocats reçoivent un secours du Barreau par exemple.

Nombre de patrons perçoivent le RMI faute de revenus suffisant (chômage déguisé)

La moitié environ des créateurs d'entreprises redeviennent salariés en moins de 5 ans. Sans avoir le droit aux indemnités de chômage ni même de s'inscrire à l'ANPE

Bref sur 17 800 000 salariés, les chômeurs salariés de 1 958 800 représentent 11% en réalité. Compte tenu du fait qu'un chômeur sur deux est écarté par les statistiques, le chômage représente 22% des salariés.

A ces 22%, il faut rajouter 10% de précaires (CDD).

Donc 32% des salariés ont des soucis quant à leur emploi. Ce qui est plus qu'inquiétant !

MORALITE

Monsieur Sarkozy de Nagy-Bocza, ainsi que ses prédécesseurs de toutes convictions, sont donc des illusionnistes de talent qui parviennent (grâce à l'INSEE) à nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

Finalement, nous vivons sous le meilleur régime et pays qui puissent être. De quoi nous plaindrions-nous ?

A part chausser des lunettes roses, il n'y a pas mieux pour devenir schizophrène.

Michel Janvresse
(10/2007)

NDLR : Ce document est précis et terrifiant. C'est l'économie administrée qui conduit aux statistiques et à leurs mensonges.

http://letemps.ch/Page/Uuid/baedcfdc-044e-11de-908f-592a0c322e2e/Le_secret_bancaire_un_imp%C3%A9ratif_moral

Le secret bancaire: un impératif moral

Par **Jan Krepelka**, *Le Temps*, L'invité, 27 février 2009

«Ce qu'il y a de pire, pour une bonne cause, ce n'est pas d'être bien attaquée, mais d'être mal défendue», écrivait déjà Frédéric Bastiat. Le cas du secret bancaire et de la concurrence fiscale en constitue un bon exemple.

Trop souvent en effet, ceux-ci sont défendus uniquement sur la base des intérêts économiques de la Suisse. Les seuls à prendre position, sous l'angle de la justice ou de la morale, dans ce débat sont, malheureusement, les adversaires de la concurrence fiscale et du secret bancaire. Et personne ne les contredit sur ce point. Cela leur permet alors de monopoliser le terrain des idées et de contrôler le vocabulaire sur ce sujet, et donc de présenter le débat d'une façon totalement biaisée. Il est ainsi tout à fait significatif que des termes comme «évasion fiscale» ou «paradis fiscal» en soient venus à avoir une connotation négative – comme s'ils nous souhaitaient la «prison fiscale» et l'«enfer fiscal».

La plupart des défenseurs du secret bancaire et de la concurrence fiscale acceptent ainsi les prémisses idéologiques de leurs adversaires, et se retrouvent nécessairement en position de faiblesse. En somme, l'évasion fiscale serait certes regrettable, mais il vaudrait mieux que cet argent aille en Suisse plutôt qu'ailleurs. Le secret bancaire serait certes immoral, mais nos banques en auraient besoin, par exemple pour «préserver l'emploi». Mais bien entendu, elles y renonceraient si les autres pays faisaient de même. Comme le montre l'érosion constante de la sphère privée financière, cette position pragmatique, de compromis, ne peut pas durer. A long terme, c'est la cohérence qui finit par l'emporter.

Les adversaires de la concurrence fiscale la présentent comme une sous-enchère déloyale, une lutte destructrice entre nations conduisant au démantèlement social, au nivellement par le bas des services publics. Or la concurrence fiscale n'est rien d'autre que la mise en compétition d'Etats, et donc, sur le plan économique, un moyen de promouvoir l'efficacité. Sur le plan moral, c'est la garantie d'une diversité de choix et de meilleure protection de la

propriété. Sur le plan politique, c'est un moyen de limiter la tendance naturellement expansionniste des Etats.

Ce qui est immoral, ce n'est pas l'évasion fiscale, ce sont les impôts confiscatoires, arbitraires et finançant pour la plus grosse part des dépenses qui ne devraient pas être faites par l'Etat. Il est donc tout à fait moral et légitime de chercher à protéger ses revenus des impôts, que ce soit en travaillant dans un canton et habitant dans un autre fiscalement plus avantageux, en plaçant son argent là où il est le plus protégé, ou encore en payant le moins d'impôts possible en profitant des diverses possibilités d'évitement fiscal. En outre, l'évitement fiscal rend également service à autrui: il pose une limite au pouvoir d'imposition des Etats, et force bien souvent les Etats à baisser les impôts de tous.

Le secret bancaire n'est donc certainement pas immoral simplement parce qu'il facilite l'évitement fiscal. Mais plus fondamentalement, le secret bancaire est une simple conséquence d'un droit à la vie privée qui est considéré comme allant de soi dans bien d'autres domaines.

Les reproches contre le secret bancaire retombent souvent sur le mythe du bon citoyen censé n'avoir rien à cacher : ainsi, il n'aurait rien à craindre de la multiplication des caméras de surveillance, de l'abolition du secret bancaire, ou encore de l'extension des pouvoirs de l'Etat de le contrôler, de le fouiller, de lire ses courriers, d'écouter ses conversations téléphoniques, etc.

Or nous ne nous promenons pas nus dans les rues, nous mettons des rideaux à nos fenêtres, nous tenons au secret médical et nous ne publions pas nos salaires. Cela ne signifie pas que nous aurions «quelque chose à nous reprocher», que nous aurions honte de nos corps, de ce qui se passe chez nous, de nos maladies ou de nos revenus. Cela signifie simplement que nous tenons au respect de notre vie privée et à notre droit de décider par nous-mêmes quelles informations sur nous nous partageons avec qui – et ainsi éviter, notamment, que d'autres puissent utiliser des informations sur nous pour nous nuire.

En outre, il y a une autre réalité trop souvent oubliée : l'Etat n'a pas forcément toujours raison, et ses lois ne sont pas toujours justes. Rappelons tout de même que la plupart des Etats de par le monde ne sont pas des Etats de droit, qu'ils ont des lois qui ne sont pas nécessairement respectueuses des droits de l'homme, et que même les Etats qui affirment protéger la liberté ne le font souvent pas même aujourd'hui, et risquent de le faire encore moins demain. Il est illustratif à cet égard qu'un Etat réputé sûr et se positionnant toujours en défenseur des libertés en vienne à utiliser des moyens de menaces scandaleux pour faire pression sur une certaine banque suisse.

Le secret bancaire a été inscrit dans la loi en 1934, et a permis de protéger de persécutions des épargnants vivant sous des dictatures alors répandues même en Europe et désirant placer leurs fonds à l'abri, d'ailleurs généralement dans l'illégalité, pratiquant non seulement l'évasion fiscale, mais également l'exportation *illégal*e de capitaux dans un monde alors en proie au protectionnisme et aux contrôles des changes, suite à la Grande Dépression. Espérons que nous n'en sommes pas encore là...

Ce serait une perte fortement regrettable d'abandonner le secret bancaire sous des pressions parfaitement intéressées – venant d'Etats qui cherchent soit, comme les Etats-Unis, à obtenir un maximum de recettes fiscales pour financer leurs dépenses publiques démesurées, soit, comme la Grande-Bretagne, à défendre les intérêts de leurs propres places financières. Il serait tout aussi regrettable de l'abandonner à condition que le reste du monde en fasse autant : dans un monde où il n'y aurait plus que la Suisse à pratiquer le secret bancaire, son maintien se justifierait d'autant plus. Et pas seulement pour l'intérêt évident que cela représenterait pour le secteur bancaire.

Jan Krepelka est collaborateur scientifique à l'Institut Constant de Rebecque

www.institutconstant.ch